

LYON CAPITALE 28-2-2006

APRÈS LES FAUCHEURS D'OGM LES DÉBOULONNEURS DE PUB

Mouvement citoyen. Lyon a connu samedi sa première action de désobéissance civile antipub, organisée par un collectif nommé Les Déboulonneurs.

La contre-attaque antipub est lancée à Lyon. Non violente et illégale, elle se veut avant tout pédagogique. Samedi, à 11 heures précises, une quinzaine de jeunes militants ont jeté leur dévolu sur un panneau quatre par trois "mobile" de la place Gabriel-Péri (Lyon 7^e), appartenant au leader français du mobilier urbain, JC Decaux. Deux mots sont tagués, *consomme* et *obéis*, ainsi qu'un sibyllin 50x70. Les autres distribuent des tracts et expliquent aux badauds le sens de leur action. Antonin se livre à une explication de texte : "Notre objectif est d'obtenir une nouvelle loi, qui limite le nombre des panneaux et surtout leur taille. Elle doit être limitée à 50 par 70 cm comme pour l'affichage associatif." Ces Lyonnais entendent bien "déboulonner" la pub en ville, comme l'on fait tomber la statue d'un ancien dictateur. Leur objectif n'est pas d'interdire l'affichage publicitaire, mais de le "remettre à sa place pour qu'il soit un outil d'information et non de matraquage", précise l'un d'entre eux. Comme les faucheurs d'OGM, leur action, totalement illégale, s'inscrit dans le cadre de la désobéissance civile (lire *Les antipub agissent à visage découvert*). Pour leur première action à Lyon, après Paris, Rouen et Montpellier, le choix d'un panneau Decaux comme première cible n'a rien d'anodin. Ces militants tiennent aussi à dénoncer le "deal" entre cette entreprise et le Grand Lyon, qui conduit, en échange du système de location Vélo's, à une augmentation de 45 % de la publicité à Lyon (voir *Lyon capitale* du 22 novembre).

Il est midi, l'heure de replier l'escabeau et de ranger les tracts. Jusqu'aux prochains barbouillages prévus, partout en France, tous les quatrièmes week-ends du mois.

■ Laurent Burlet



LES ANTIPUB AGISSENT À VISAGE DÉCOUVERT

Les "déboulonneurs" de Lyon, de Paris ou d'ailleurs taguent les pubs en plein jour, à visage découvert, en toute illégalité. Une action de désobéissance civile totalement assumée : "Quand on n'arrive pas à faire entendre sa voix contre une loi injuste, il est de notre devoir de désobéir, explique Guillaume, l'un des initiateurs du collectif. Par ailleurs, si notre démarche est illégale, 30 % des panneaux de pub, en France, le sont aussi..." Ces militants antipub sont donc prêts à assumer leurs actes jusque devant la justice. Ce ne sera pas le cas, à Lyon, après le barbouillage de samedi, puisque aucun policier n'a pointé le bout de son képi. Mais à Montpellier, deux barbouilleurs sont en garde à vue, à l'heure de notre bouclage.